

# Compte-rendu de l'atelier :

## « Mobilisations et alternatives dans les villes et territoires »

(Rencontre nationale pour l'Urgence Climatique et la Justice Sociale – 6.02.2010)

Animatrice : Hélène Cabioc'h (AITEC-IPAM)

Intervenants :

- Cyrielle Den Hartigh (Amis de la Terre) : intervention sur l'urbanisme durable, l'habitat groupé et autres projets individuels et collectifs
- Mathieu Doray (Association Virage Energie-Climat Pays de la Loire) : intervention sur les Plans Climat-Energie Citoyen (PCEC)

Objectifs :

L'objectif de cet atelier était de mieux connaître les initiatives citoyennes portées sur les territoires, visant à repenser le vivre ensemble et à apporter des réponses concrètes à la crise sociale, économique et écologique actuelle. Il était également question de penser l'articulation entre ces mobilisations locales et les revendications globales sur les questions d'urgence climatique et de justice sociale.

Les participants ont ainsi travaillé sur la question de **la transition** en s'interrogeant sur les moyens pour changer nos modes de production et de consommation, et ce, à travers 3 principes d'action fondamentaux :

- **l'urgence climatique**, autrement dit la nécessité de porter des objectifs ambitieux
- défendre **la justice sociale**
- lutter contre **l'illusion techniciste** (greenwashing, ...)

Pistes d'action :

A partir de ce constat, il a été mis en avant 3 pistes de travail : (1) développer l'expertise citoyenne ; (2) mener des campagnes avec objectifs précis ; (3) construire les alternatives.

[Les initiatives citoyennes présentées lors de cet atelier seront décrites suivant ces 3 axes]

### **(1) Développer l'expertise citoyenne :**

Avec 2 objectifs :

- Faire pression sur les exécutifs locaux (par la critique et en étant force de proposition)
- Informer les mouvements sociaux

Cependant, il a été mis en garde contre le risque d'appropriation de l'expertise citoyenne par quelques-uns (Cf. Point débat, ci-dessous)

→ nécessité de toujours maintenir le lien avec la base militante

*Exemples :*

#### ❖ **Les Plans Climat-Energie Citoyens (PCEC) :**

[Remarque préliminaire : les PCEC sont à différencier des Plans Climat-Energie Territoriaux (PCET) du "Grenelle de l'environnement" et de la loi qui a suivi :

- les PCEC visent à être portés directement par les citoyens, alors que les PCET conventionnels doivent seulement les « concerter » ;
- les PCEC sont beaucoup plus ambitieux que les PCET conventionnels (réduction de seulement 20% des émissions de GES d'ici à 2020 alors que les PCEC s'appuient sur une réduction de 40% d'ici 2020)]

Plusieurs initiatives de ce type ont été présentées lors de cet atelier :

#### \* Le Scénario Négawatt :

C'est un scénario sur le plan national, dit "de facteur 4", car il vise une division par 4 des émissions de GES (gaz à effet de serre) d'ici à 2050, conformément aux recommandations du GIEC.

Ce plan repose sur 3 principes :

- la sobriété énergétique (économie d'énergie) ;
- l'efficacité énergétique (ex : les frigos à basse consommation) ;
- la production d'énergies renouvelables (mais comme dernier levier, le plus important étant de réduire la consommation d'énergie avant d'en produire de nouvelles)

Voir : <http://www.negawatt.org/>

\* Virage-Energie - Nord Pas de Calais :

A partir de diagnostics territoriaux, cette initiative citoyenne a proposé un Plan Climat Energie pour la Région. Ce plan est aujourd'hui devenu une référence pour de nombreux acteurs, mais comme il s'oppose au nucléaire, il n'est pas accepté des institutions, en particulier le Conseil Régional...

Voir : <http://www.virage-energie-npdc.org/>

Il a également été mis en place un collectif lillois sur les écoquartiers (participation des citoyens)

\* Virage Energie-Climat Pays de la Loire :

Collectif de 3 associations qui a repris l'initiative du Nord Pas de Calais.

Les diagnostics territoriaux ont mis en avant le problème délicat de l'agriculture, débat qui avait jusque là été évité. Cette initiative a donc permis d'ouvrir ce débat avec les agriculteurs et éleveurs.

6 groupes de travail ont été constitués : industrie-tertiaire / agriculture / transport / habitat / modes de vie / production d'énergies renouvelables.

Principe de l'association : la sobriété heureuse + nécessité du travail en réseau pour toutes ces initiatives

Voir : <http://virage-energie-climat-pdl.blogmilitant.com/index.php>

\* Association Virage énergie – Ile de France :

en projet. Réunion de lancement le 8 février 2010.

Pour plus d'informations, contacter Khaled Gaiji au 06 76 34 86 49, ou envoyer un mail à :

[planvirageenergieidf@gmail.com](mailto:planvirageenergieidf@gmail.com)

❖ **Les mouvements basés sur la "transition" (énergétique et climatique)**

\* Le mouvement des villes en transition ("Transition Towns")

Ce mouvement est né en 2005 en Grande Bretagne dans des petites villes où des militants écologistes proposent de préparer dès maintenant et concrètement l'après-pétrole et les changements climatiques.

Il prône le principe de « résilience » pour la communauté, c'est-à-dire sa capacité à supporter des situations difficiles. Il propose de réfléchir collectivement et localement sur la manière de changer nos modes de vie, vers plus de sobriété et vers la relocalisation de la plupart des productions, en particulier pour l'alimentation. L'accent est mis sur le fait que ces changements ne sont pas négatifs, ils sont porteurs d'une autre façon de vivre, plus libre et joyeuse.

Du fait de la question agricole, ce mouvement est présent surtout à proximité du monde rural, mais quelques initiatives se préparent dans des quartiers de grandes villes.

Voir : <http://aprespetrole.unblog.fr/>

❖ **Les mouvements basés sur la "lenteur"**

Voir : <http://slowmovement.com/>

\* Association internationale des Villes Lentes

(Ils ont tenu un colloque à Vaulx-en-Velin le 30 janvier 2010)

\* Le « slowfood »

Voir : <http://www.slowfood.fr/france/>

\* Le collectif « La grande Pause »

Initié par plusieurs associations, dont celle des amis de Pierre Rahbi, il souligne le problème de la rapidité de nos sociétés et la nécessité de s'arrêter pour trouver de nouveaux indicateurs de bien être.

Il propose « une grand pause » le 27 mars entre 20h30 et 21h30 pour prendre le temps de réfléchir en arrêtant nos activités (date et heure à laquelle est organisée la campagne « éteignez la lumière » du WWF)

Débat sur ces initiatives :

- Attention au **piège du consensus**, par le "win-win": il y aura nécessairement des conflits, car les dominants doivent perdre leurs privilèges de sur-consommateurs et ils ne sont pas prêts à le faire.
- **Dimension conflictuelle** sur les luttes sociales non assumée dans ce genre de démarche
- Réfléchir sur **quel type de transition** sociale et écologique, car sinon, tout le monde est d'accord, à commencer par l'Union Européenne et les tenants du capitalisme vert.  
Il faut donner un contenu clair, en particulier non productiviste et hors profit. Par exemple, la question de l'emploi ne peut être réglée avec les logiques actuelles de profit.

- Comment passe-t-on de **l'étude à la pratique** (à la politique)? Rép : ces plans ont vocation à être présentés aux instances exécutives locales
- **Risque pour ces initiatives citoyennes d'être cooptées** : développement d'une expertise poussée qui n'est accessible qu'à quelques citoyens, professionnalisation de la démarche qui tend à se couper de sa base militante et à devenir l'unique représentation de la société civile pour les politiques.
- Nécessité de penser ces initiatives dans un **cadre plus large, celui de l'économie politique**, pour être efficace. Ex : Economie d'énergie dans l'habitat (politique d'isolation) conditionnée par le maintien des tarifs. Il ne faut pas perdre de vue ces réalités socio-politiques.

## **(2) Mener des campagnes et mobilisations avec des objectifs précis :**

- ❖ **Campagnes sur les questions de transport et de fret ferroviaire public** : convergence des luttes sociale et écologique

Cf. l'appel unitaire « **Construire les mobilisations populaires pour une politique des transports des marchandises vraiment écologique et sociale** » à l'initiative de SUD-Rail, dénonçant :

- L'abandon de l'outil ferroviaire français,
- L'abandon du trafic de « wagon isolé » (déserte des petites lignes) pour ne conserver que des trains entiers sur les grandes distances
- La suppression considérable d'emplois (entre 5000 et 6000 cheminots) et la détérioration des conditions de travail pour les restants ; ...

Appel disponible sur : [http://www.sudrail.fr/index.php?page=actualite&id\\_article=533&date=2010-02](http://www.sudrail.fr/index.php?page=actualite&id_article=533&date=2010-02)

11 organisations déjà signataires de cet appel : Union syndicale Solidaires, AITEC-IPAM, Amis de la Terre, AdOC, ATTAC, FUTSP, Alternative Libertaire, Les Alternatifs, Les Verts, NPA, Parti de Gauche.

Une action est organisée le 12 février à Montpellier pour bloquer les camions au péage autoroutier de Montpellier (St Jean de Védas)

Plus d'infos : [http://www.sudrail.fr/index.php?page=actualite&id\\_article=534&date=2010-02](http://www.sudrail.fr/index.php?page=actualite&id_article=534&date=2010-02)

- ❖ **Campagnes locales** : mobiliser à partir des luttes locales existantes et développer à l'intérieur de ces luttes une vision plus globale.

*Exemples :*

- Le mouvement BIZI au Pays Basque (mobilisé contre le projet de la LGV à Hendaye, contre le démantèlement du fret ferroviaire, ... avec des formes de lutte plus visibles et festives.  
Plus d'infos sur : <http://www.copenhague2009bizi.org/>)
- Le collectif contre l'aéroport de Notre Dames des Landes (44)
- Les actions pour la gestion publique de l'eau et de l'énergie
- Les actions sur la question du mode de propriété

(Exemple : le développement des énergies renouvelables est aujourd'hui le monopole des grandes entreprises de l'énergie, telle que Véolia)

- ❖ **Campagnes sur les transports gratuits**

- ❖ **Campagne sur politique d'achat public** :

Faire pression sur les collectivités pour qu'elles achètent dans les filières de production locales en jouant sur les critères d'achat public, par exemple en imposant un bilan carbone du cycle de produit dans les critères d'achat)

*Exemple :*

- Guide des Amis de la Terre : « Développer les filières courtes d'écomatériaux. Guide à destination des collectivités territoriales » disponible sur : [http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/GUIDE\\_1\\_ECOMATERIAUX\\_collIT.pdf](http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/GUIDE_1_ECOMATERIAUX_collIT.pdf)

- ❖ **Campagne sur les mobilisations antipub** en tant que symbole de notre société de consommation à outrance (Cf. les mouvements antipub)  
Voir : <http://www.deboulonneurs.org/>

- ❖ **Lien avec les campagnes internationales**

### **(3) Construire les alternatives :**

- ❖ **Logique de développement des communs** (nécessité de se réapproprier l'espace publics, les modes de production, les richesses, ... par la mise en place projets collectifs)

*Exemples :*

- les AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne)
- Habitats groupés : habitats écologiques et collectifs où on repense un espace semi-public (ex : salles partagées).  
Voir le site du collectif national de l'habitat groupé : <http://www.habitatgroupe.lautre.net/>
- Le Collectif d'achat sur les matériaux écologiques mis en place dans les environs de Poitiers, pour soutenir les filières de production locale et la relocalisation de l'économie
- L'élaboration de Plans Climat-Energie Citoyens (PCEC) (mise en commun des connaissances et partage de l'expertise citoyenne)

- ❖ **Soutien à l'agriculture paysanne**

- ❖ **Montage citoyen de projets**

*Exemple :*

- Projet du Puy de Dôme sur l'électricité

**Conclusion :**

- Nécessité de faire circuler l'information pour faire monter le mouvement en puissance et d'inverser le rapport de force pour faire pression sur nos gouvernements.
- Mobiliser à partir des luttes locales (va et vient constant entre ces combats et les revendications globales)
- Nécessité de développer les contacts : utiliser le collectif UCJS comme outil de mutualisation. Deux propositions sont faites :
  - la création d'une base de données référençant ces initiatives territoriales,
  - la constitution de groupes de travail au sein du collectif.